

rées vers les ports et l'Angleterre coûtèrent 302,4 millions.

Or, il faut insister sur le fait que les investissements privés dans l'industrie furent extrêmement faibles. Pas plus les compagnies anglaises que les capitalistes indigènes n'y ayant intérêt.

Aussi, c'est la presque totalité de la population qui participa le 12 août 1953 à une grève générale déclenchée contre une décision de suppression des subventions sur le prix du riz. Pendant plus de 24 heures, il n'y eut plus de gouvernement dans l'île. Le ministre siégeait prudemment sur un croiseur britannique ancré dans la rade de Colombo... C'était la première intervention massive du prolétariat des campagnes et des villes. La subvention fut bien entendu rétablie.

Mais dans l'ensemble du pays grandit un très large mouvement de mé-

contentement. Il devenait impossible à la bourgeoisie ceylanaise de continuer à gouverner de la sorte. Une scission se produisit dans le parti gouvernemental. Une aile « progressiste » (on verra de quelle manière) se dégagait pour créer le S.L.F.P. (Parti Ceylanais de la Liberté). Aux élections d'avril 1956, le S.L.F.P., appuyé par quelques petites formations formait le nouveau gouvernement, dans le cadre d'une coalition : le M.E.P. (Front uni du Peuple). Cette version ceylanaise du Front Populaire — si cher aux héritiers de Staline — fut là comme ailleurs soutenu par eux. Le seul parti important qui s'opposa à la politique du M.E.P., comme il avait dirigé les actions des masses contre l'UNP, fut le Lanka Sama Samaja Party (Parti ceylanais de la société socialiste) section de la IV^e Internationale.

des travailleurs est cinghalais. Ces deux faits expliquent l'écho rencontré par la campagne communaliste parmi les petits bourgeois et les paysans cinghalais.

Le gouvernement du M.E.P. est constitué en avril 1956. Le 26 mai éclatent des émeutes pour exiger du gouvernement qu'il reconnaisse le monopole de la langue cinghalaise et qu'ainsi soit ébauchée une politique tendant à refouler les Tamils dans les provinces du Nord et de l'Est où ils sont installés depuis plusieurs siècles.

Seule, notre section, le L.S.S.P., prit nettement position contre cette politique, démontrant tout le parti que l'impérialisme britannique et la bourgeoisie ceylanaise sauraient tirer de ces luttes que rien ne justifiait. Cette attitude rencontra peu d'échos, notre parti se trouva à contre-courant dans les masses. La bourgeoisie crut venue la fin de la peur que notre activité lui procurait.

Mais les problèmes économiques demeuraient. Et bientôt la lutte de classe reprit le dessus. En septembre 1958, 80.000 fonctionnaires se mettent en grève et contraignent le gouvernement à accorder satisfaction à leurs revendications. De là naissait un puissant mouvement gréviste qui devait secouer les corporations les unes après les autres et au cours duquel des succès importants devaient être marqués.

Voilà qui, bien sûr, ne faisait pas l'affaire de la bourgeoisie et la vague gréviste fut interrompue par une nouvelle poussée communaliste d'une très grande violence. En ces journées de mai 1958, c'est plus de mille personnes qui trouvèrent la mort dans ces émeutes opposant Cinghalais et Tamils ; aux meurtres s'ajoutèrent incendies et destructions. C'était là, bien sûr, un nouveau coup porté aux luttes des masses travailleuses. Cependant, pour estomper les problèmes réels, les émeutes racistes ne les supprimèrent pas pour autant. La bourgeoisie qui, à plusieurs reprises, s'était vue contrainte de céder devant un mouvement ouvrier grandissant, tenta devant l'échec de la politique raciste de passer à une répression ouverte. Sous l'influence de son aile la plus réactionnaire, le gouvernement proposa au Parlement une loi autorisant la déclaration de l'état d'urgence, notamment en cas de grèves. Là encore notre Parti fut le seul à s'opposer au gouvernement bourgeois. Le parti « communiste », fidèle à sa politique de soutien de ce pouvoir neutraliste, se prononça contre les actions envisagées. Cependant, le 3 mars 1959, à

TABLEAU 2

Investissements entre 1953 et 1957

(en millions de roupies)	1953	1954	1955	1956	1957
Investissements privés	314	298	353	396	377
Investissements d'Etat	245	202	271	297	320
Total des investissements	559	500	624	693	697

UN GOUVERNEMENT « PROGRESSISTE » AU TRAVAIL

Ce gouvernement du M.E.P. allait-il avoir une autre politique économique que celle de son prédécesseur ? En aucune manière à quelques petites modifications près. Si l'on compare le niveau des investissements publics avant et après 1956 on constate (tableau 2) que ceux-ci n'ont pas augmenté alors que les investissements privés fort restreints pour les raisons déjà évoquées, stagnaient également.

En corrélation, le revenu national régressait alors que croissait la population, c'est-à-dire que sans même tenir compte de la répartition de ce revenu entre dans les diverses classes on peut constater que globalement le revenu par tête d'habitant a continué à baisser dans de fortes proportions après l'instauration du gouvernement du M.E.P. (tableau 3). La seule solution aurait été et est encore — puisqu'aussi bien les conditions n'ont fait qu'empirer depuis — une industrialisation, une reconversion d'une partie des plantations en culture vivrières, c'est-à-dire porter atteinte aux intérêts capitalistes. La politique menée par ce gouvernement est bien le meilleur révélateur de sa nature de classe.

Mais ce gouvernement bourgeois tenta de trouver une issue en lançant dans la majorité cinghalaise un mouvement contre les Tamils et les ouvriers indiens (tableau 4). La grande bourgeoisie inspiratrice du gouvernement précédent, celui de l'UNP, n'avait pas jugé utile d'adopter une autre langue officielle que l'anglais, langue dont elle use le plus habituellement.

Le gouvernement MEP voulut que la seule langue officielle fût le cingha-

lais. Il rencontra dans cette campagne l'approbation de tous les petits bourgeois de culture cinghalaise qui virent ainsi le moyen de s'assurer le monopole de l'administration et des places que celle-ci offre, on évinçait l'intelligentsia de culture anglaise. Il n'est d'ailleurs nullement accidentel que Dahanayake, porte-parole le plus important des clans le plus extrémistes dans le gouvernement, fut en même temps le plus acharné contre les nationalisations et contre la classe ouvrière. Et, sous l'impulsion de ces éléments bouddhistes et racistes, le mouvement prit rapidement un autre caractère.

Pour beaucoup de paysans et d'habitants des campagnes, l'éviction des minorités ethniques leur parut présenter une solution à leurs propres problèmes. En effet, pour donner un exemple, il y avait en 1958, 100.000 chômeurs enregistrés mais 1,5 millions de Ceylanais étaient à l'époque sans travail ou presque. Dans ce pays comme dans beaucoup de pays semi-coloniaux sévit le sous-emploi agricole. Or dans les plantations qui emploient l'essentiel de la main-d'œuvre seulement un cinquième

TABLEAU 3

Revenu national entre 1954 et 1957

	1954	1955	1956	1957
Revenu national brut	4.748	5.234	5.096	5.200
(en millions de roupies)				
Revenu brut par tête	566	609	571	569
Indice du revenu réel par tête	183	199	187	179